

Q1)

a) DIV1 et DIV2 ont été valablement déposées en tant que divisionnaires de EP-A

DIV1 décrit et revendique D, mais ne décrit pas B, et ne se fonde donc sur le contenu de EP-A qui ne décrivait que B+D ensemble en tant que combinaison.

En effet, il s'agit d'une généralisation intermédiaire, B est indispensable au fonctionnement et contrevient ainsi au critère 2) de Dir H V 3.1, contraire à A123(2)

DIV1 s'étend au delà de EP-A telle que déposée, contraire à A76(1).

DIV1 n'a pas de date de dépôt et n'est pas traitée comme une demande divisionnaire.

G1/05 (retrait d'ajouts) n'est pas applicable car il ne s'agit pas d'ajouts par rapport à EP-A

Aucun brevet ne pourra être obtenu via DIV1

DIV2 revendique B+D+F. Cette combinaison n'était pas décrite dans EP-A, où F était lié uniquement à E. Cette nouvelle combinaison s'étend au-delà de EP-A et est donc contraire à A123(2) et A76(1).

Ceci est vrai bien que F soit optionnel.

Comme F est optionnel, il faut supprimer F pour n'obtenir que B+D dans la revendication, G1/05. Ceci peut être fait à tout moment, même si EP-A n'est plus pendante, et sur invitation de la DE (Dir C IX 1.4). En ne gardant que B+D, DIV2 ne s'étend pas au delà de EP-A.

Ceci est aussi permis car la suppression de F satisfait le test de la suppression par rapport à DIV2 telle que déposée (F est présenté comme optionnel, donc les conditions du test de Dir H V 3.1 sont remplies, F n'est ni essentiel, ni indispensable au fonctionnement, ni n'implique de modification de B et D). A123(2) est ainsi satisfait.

De plus B+D qui a fait l'objet de la recherche dans EP-A est brevetable, aucun art antérieur n'a été trouvé. En effet à noter que 2 solutions techniques alternatives pour un même problème technique peuvent être autorisées selon R43(2)c), sans préjudice d'A82 (unité d'invention), une recherche sur à la fois B+C et B+D a pu être menée pour ce concept inventif.

Donc DIV2 pourra être poursuivie avec cette modification et un brevet sera obtenu.

(Toutefois B+D peut aussi être couvert par EP-A si un recours valablement est formé et recevable, et que B+C est supprimé, B+D restant, qui est brevetable. Révision préjudicielle, A109)

b) E+F ne peut être obtenu via EP-A car il n'a pas fait l'objet de la recherche, en raison du défaut d'unité d'invention.

EP-A a été rejetée par décision du 3/01/2023, réputée signifiée le 13/01/2023 (R126(2)).

Le délai de 2m pour former recours (A108) expire le 13/01/2023 + 2m = 13/03/2023 (R131(4)), lundi.

Donc ce délai est encore en cours et on peut déposer une 3e DIV sur la base de EP-A, selon G1/09, jusqu'au 13/03/2023. Comme DIV1 et DIV2 ne décrivent pas E+F, déposer une DIV de 2e génération n'est pas une solution.

Si besoin de + de temps on peut former le recours, il sera alors possible de déposer aussi pendant le délai de 4m (A108) pour déposer le mémoire, même si on ne le dépose au final pas (J23/13).

Il faut déposer DIV3 en revendiquant E+F, ce qui ne s'étend pas au delà de EP-A qui décrivait cette combinaison.

En payant valablement la taxe de dépôt et de recherche (R36(3)), notamment (sans compter les autres formalités R36 : requête en délivrance, désigner inventeur, traduction le cas échéant) on aura une recherche pour E+F qui pourra donner lieu à un examen de DIV3 et un brevet si brevetable.

Q2)

a) oui

La demande PCT a été valablement déposée, le RO/OEb est compétent pour un national FR R19.

La déclaration de priorité de PCT-B est conforme à la R4.10a) sauf que le numéro de la priorité revendiquée est incorrect.

La copie de US-B a été fournie selon R17.1, elle indique donc le bon numéro.

Donc l'indication figurant dans la déclaration est différente de l'indication dans le document de prio en ce qui concerne le numéro de la demande antérieure.

Dans ce cas, selon R26bis.2.c.ii) PCT, la revendication de priorité n'est pas considérée comme nulle par exception à R26bis.2.b (non-réponse à l'invitation à corriger par le RO)

Donc la priorité est considérée présentée pour la procédure PCT

b) Comme vu la priorité est considérée présentée, donc les délais sont calculés à partir de la date de priorité de US-B, le 9/07/21 (note : prio ok car conditions A8 PCT et A4C CUP remplies, même demandeur B, même invention, délai de 12m ok (9/07/21 + 12m = 9/07/22 > 5/05/22), pour un brevet, revendication de pays CUP = USA)

La demande d'IPE peut être présentée dans un délai qui expire entre le maximum de (R54bis.1.a) :

- 3 mois / transmission du RRI : Le RRI a été transmis le 12/07/22, délai expire le 12/07/22 + 3m = 12/10/22 (R80.2), mercredi

- 22 mois / prio : 9/07/2021 + 22m = 9/05/2023 (R80.2), mardi.

Donc la demande d'IPE peut être présentée jusqu'au 9/05/2023.

Il faut la présenter directement à l'IPEA choisie, A31.6a), A32.2 PCT

c) Outre l'invitation à rectifier du RO, il est possible de corriger une revendication de priorité de son propre chef (R26bis.1.a)

Le délai pour présenter une communication de correction est de 16m / priorité (ici non modifiée) ou 4m / date de dépôt international, selon le dernier qui expire (R26bis.1.a)

- 9/07/21 + 16m = 9/11/22 (R80.2), mercredi

- 5/05/22 + 4m = 5/09/22 (R80.2), lundi

Donc le délai du 9/11/22 était applicable mais il a déjà expiré. Ce remède n'est pas applicable.

Mais il est possible de demander à l'IB de publier des informations au sujet de la revendication de priorité (R26bis.2.e), par exemple un numéro corrigé ici.

Le délai est de 30m/priorité, 9/07/21 + 30m = 9/01/23, lundi. Ce délai a également expiré ici.

Il n'est donc pas possible de corriger le numéro en phase internationale.

Q3)

a) Une requête en révocation selon A105bis peut être présentée à tout moment après la délivrance. C'est le cas ici, brevet délivré le 8/6/22.

Elle peut être présentée par le titulaire du brevet inscrit au REB, A105bis(1), ici son mandataire l'a présenté donc ok.

La requête doit être déposée par écrit, R92(1), c'est le cas ici. La télécopie est acceptée, R2(1) + Déc Pdt 20/02/19 JO 2019 A18 a3

La taxe de révocation doit être payée, A105bis(1).

Ici cela est fait par ordre de prélèvement, ce qui est possible, mais également par fax. Ceci n'est pas un ordre valable car il doit être fait électroniquement, A7.1.1 RCC + A10.3 RCC

Donc la requête en révocation est réputée non présentée, A105bis(1), Dir D-X 2.1.iii, car la taxe n'a pas été acquittée. A noter, la taxe sera remboursée (Dir D-X 2.1)

b) Il faut former opposition car si C renonce à présenter une nouvelle requête en révocation et maintient le brevet, alors D pourra être potentiellement poursuivi en Allemagne pour les actes de commercialisation, sur la base de EP-C validé et maintenu en DE.

En effet, C peut encore changer d'avis et maintenir EP-C en DE :

Le brevet a été délivré dans sa 4e année, la taxe annuelle pour la 4e année due le 31/09/2021 (R51(1)) a été payée. La prochaine annuité (5e) n'est donc pas due à l'OEB mais aux offices nationaux (A86(1), A141).

Le délai pour payer la 5e taxe annuelle en DE expirait le 31/09/2022 (DN CBE DE, Chap VIA col2). Elle n'a pas été payée (aucune taxe payée au DPMA). Mais il est encore possible de payer avec surtaxe en DE jusqu'au 31/03/2023 (DN CBE DE, Chap VIA col3).

A noter que EP-C était automatiquement validé en DE (pas de traduction, accord de Londres et (DN CBE DE, Chap IV col2 et aucune taxe, DN CBE DE, Chap VIA col5).

Donc si C se rend compte de la contrefaçon, il pourra décider de maintenir EP-C (en payant la 5e taxe annuelle avec surtaxe) et poursuivre D sur la base de EP-C maintenu en DE.

Le délai d'opposition expire le : 8/6/22 + 9m (A99(1)) = 8/3/23 (R131(4)), mercredi férié, prorogé au 9/3/23 (R134(1)).

Il faut donc former l'opposition très rapidement avant le 9/3/23.

Note : il est possible de former opposition car la requête en révocation est réputée ne pas avoir été présentée, Dir D X 7.1. Sinon, la procédure de révocation n'aurait pas été clôturée mais aurait continué, et l'opposition aurait été cloturée si la révocation est un succès. Ici cela aurait cependant arrangé D, l'effet de la révocation étant rétroactif (A68, Dir D-X 3)

Q4)

a) A la date de la décision de révoquer du 19/12/22, le titulaire inscrit au REB était F.

C'est donc à F que la décision n'a pas fait droit aux prétentions, et qui est admise à former recours (A107).

La décision est signifiée le 29/12/2022 (19/12/2022 + 10j (R126(2)) = 29/12/2022)

Le délai pour former recours expirait le 29/12/2022 + 2m (A108) = 28/02/2023.

Le délai a bien été formé ce jour, la délai était respecté. La taxe a bien été formée dans ce délai.

Toutefois l'acte de recours a été formé en identifiant E comme requérant selon R41(2) c)

Or E n'est plus une partie à la procédure et ne peut former recours.

Toutefois, comme il s'agit de l'ancien opposant (en novembre 2022, l'opposition était en cours), et que seul le nom du requérant est éronné, le requérant est réputé être suffisamment identifié (T483/90 pt 1).

Il s'agit toutefois d'une irrégularité, comme indiqué par G1/12 dans la même situation (recours formé par ancien opposant). L'intention étant ici de former l'opposition au nom de F (qui a bien été inscrit au registre), il est possible de corriger l'irrégularité en vertu de R101(2), à condition que les autres conditions de R101(1) sont satisfaites. C'est le cas ici.

Donc ici le recours est irrecevable, mais peut encore être corrigé car il s'agit d'une irrégularité selon R101(2)

b) Il faut remédier à l'irrégularité sur invitation de l'agent des formalités dans le délai qu'il impartit (Dir D IV 1.3.2), et ici présenter une requête visant à substituer le nom du véritable requérant (G1/12)

Si la notification n'est pas émise, il est possible de le faire de son propre chef et même après l'expiration du délai de 2m pour former recours (Dir D IV 1.3.3 par analogie).

Ici c'est ce qui est recommandé de faire car pas de notif reçue.

Il faudra fournir le mémoire de recours dans le délai de 4m (A108) soit avant le 29/12/2022 + 4m = 29/04/2023 (R131(4)), samedi, prorogé au 2/06/2023 (R134(1)), mardi (lundi 1/06/2023 férié à l'OEB). le recours sera alors recevable.

Q5)

a) PCT-G a été déposé au RO/INPI (autorisé car demandeur réside au PT, GD PCT Annexe C PT) dans la bonne langue (anglais accepté, GD PCT Annexe C PT). Une date de dépôt a pu être accordé par l'INPI, l'effet de dépôt national dans les Etats désignés est obtenu.

Mais PCT-G ne contenait pas d'abrégé. Or ceci est une exigence de l'A14.1.a) PCT et est vérifié par le RO.

Le RO invite alors le déposant à corriger, A14.1.b, dès que possible.

Le délai imparti est de 2m/invitation du RO, R26.2 + R26.1 PCT. Ce délai aurait pu être prorogé (même par le RO lui-même) mais cela n'a pas été fait.

Donc le délai expirait le 9/12/2022 + 2m = 9/02/2023 (R80.2), mercredi

La conséquence est que la DI est considérée comme retirée, A14.1.b PCT

C'est ce qui s'est passé ici.

Le PCT ne comprend pas de disposition pour l'excuse des retard, donc la réponse en date du 3/3/2023 arrive bien trop tard et n'a pas d'effet. La conséquence juridique s'est donc produite (considéré retirée).

Ainsi, les effets de la DI prévus à A11.3, c'est-à-dire effet de dépôt national régulier dans les états désignés, cessent. Il s'agit du même effet que le retrait d'une demande nationale dans ces états (A24.1.ii PCT)

b) Pour sauver PCT-G à l'OEB, il faut demander une révision par l'OEB office désigné (A25.2.a et R51 PCT).

Pour cela, il faut présenter la requête au IB, pour qu'une copie de PCT-G soit adressée à l'OEB (A25.1.a).

La requête doit être présentée dans un délai de 2m / notification (R51.1), donc ici 6/3/2023 + 2m = 6/5/2023 (R80.2), vendredi. Cela peut être fait en anglais (R92.2.d) ou en portugais qui est une langue de publication, mais via ePct (PCT newsletter 10/2015 instruction 104.c).

Il faut joindre une copie de la notification (R51.2)

Il faut demander séparément à l'OEB de réviser la décision, et pour cela entre en phase régionale EP de manière anticipée (A25.2.a) et A23.2). Cela doit être fait dans une langue acceptée par l'OEB (GD VolIII 6.019), EN/FR/DE selon A14(1) CBE.

Le délai est de 2m/notification donc ici également au plus tard le 6/5/2023 (calculé en vertu de la CBE, A131(4), car observé à l'égard de l'OEB).

Pour cela, il faut payer la taxe nationale et fournir une traduction (A25.2.a), qui n'est ici pas nécessaire car l'OEB/DO accepte l'anglais (R157(2)). Il faut donc payer la taxe nationale de dépôt qui est ici la taxe de dépôt de A78(2), R159(1) c).

L'inobservation du délai est une faute du déposant, il faut déposer une requête en révision et une requête en excuse (A48.2. et R82bis PCT). Il faut demander à l'OEB de maintenir les effets de la demande internationale pour l'OEB (A24.2 et A48.2)

Un retard peut être excusé pour tout délai du PCT (R82bis.1). Il convient de vérifier quel aurait été le remède appliqué par l'OEB pour ce délai (R48.2.a).

Ici, en cas d'absence de fourniture d'abrégé après invitation, la conséquence est le rejet (A90(5) CBE) et l'A121 n'est pas applicable (A121(4), R135(2)), seul l'article 122 l'est (A122, R136).

Il faut donc requérir une restitutio in integrum dans la requête en excuse.

Pour cela, il faut présenter la requête par écrit et la motiver (A122(2) et R136(1)). Elle sera suffisamment motivée car G a fait preuve de la vigilance nécessaire. Il faut aussi payer la taxe de restitutio, R136(1) de 685€ A2(1) 13 RRT.

En outre, accomplir l'acte non accompli (R136(1)) c'est-à-dire fournir l'abrégé conformément aux exigences de la CBE (T167/97).

Le délai de forclusion de 1 an n'est pas expiré (9/02/2023 + 1an = 9/02/2024) et le délai de 2m à compter de la cessation de l'empêchement (= date de dépôt tardive de l'abrégé, l'empêchement a manifestement cessé à cette date) expire le 3/3/2023 + 2m = 3/5/2023, R131(4), mercredi. Il est donc

encore possible de présenter la restitutio dans ce délai.

L'OEB pourra alors traiter la demande comme si le délai n'avait pas été dépassé (A24.2, R48.2), et poursuivre l'instruction.

Q6)

a) Comme EP-H ne revendique que P, et que EP-J en tant que 54(3) détruit la nouveauté de P (le même produit P obtenu par un procédé différent), P dans EP-H n'est pas nouveau.

Pour garder EP-G le plus large possible, un disclaimer non divulgué selon G1/16 (et G1/03) peut être admissible pour ce distinguer d'un EdT 54(3) (G1/03 pt2.1.3 motifs)

Toutefois ici cela ne résoud pas le problème de nouveauté car le produit P même obtenu autrement reste antérieur par le produit P de EP-J. Donc le disclaimer ne fonctionne pas.

Il faut donc changer de catégorie de revendication, en revendiquant :

- le procédé d'obtention de P. Ceci est autorisé (passage produit vers procédé) car la méthode débouche uniquement sur P (T5/90, T54/90 et Dir H V 7.2). Une telle modification satisfait donc à A123(3) (extension de la portée, pertinent car nous sommes en opposition avec un brevet délivré)

- l'utilisation comme fertilisant. Ceci est autorisé (passage produit vers utilisation du produit) car l'utilisation a pour but un effet particulier (G2/88 sommaire 2). Ce n'est pas un procédé permettant d'obtenir d'autres produits. Une telle modification satisfait donc à A123(3) (extension de la portée)

Bien entendu ces modifications sont conformes à A123(2) car EP-H décrit ces objets.

Comme EP-J ne décrit ni un tel procédé ni une telle utilisation, ces revendications seront nouvelles. L'article 54 est satisfait.

b) Le produit P dans est connu de EP-J (pour une utilisation comme détergent).

Le produit P dans EP-J détruit en principe la nouveauté de P dans EP-H, toutefois s'il est formulé comme un produit pour utilisation comme médicament dans EP-H, alors c'est une revendication de première utilisation médicale visée à A54(4). La destination (médicale) confère de la nouveauté, par exception (dans la question a), cela aurait été une destination non médicale, ne conférant pas de nouveauté).

Donc P pour utilisation comme médicament dans EP-H est nouveau / EP-J

En outre la revendication est formulée de manière admissible ( du type G6/83)

Donc il faut remplacer la revendication de produit P pour la revendication de première utilisation médicale pour P dans EP-H. En effet, EP-J ne divulgue aucune utilisation médicale, donc l'article 54 est satisfait.

Ce remplacement satisfait l'A123(3) car le produit pour l'utilisation comme médicament est de portée plus étroite que le produit simple.

Pour le procédé, on effectue le remplacement proposé à la question a) pour les mêmes raisons.

Bien entendu ces modifications sont conformes à A123(2) car EP-H décrit ces objets.

1) Situation en l'état pour :

#### Objet CU-Em

- US-Z décrit CU-Em, mais a été abandonnée après son dépôt le 15/01/2018 par Zuma (Z).

Cette demande ne donne aucun droit aux USA sur CU-Em, pour Z.

- EP-Z revendique et décrit CU-Em. Elle a été déposée le 14/01/2019 par Z et a été délivrée le 17/08/2022 avec une R1 visant CU-Em sauf l'argent.

EP-Z revendique la priorité de US-Z. La priorité est valablement revendiquée en ce qui concerne le délai de 12m, le même demandeur Z et le type de protection (brevet) et le pays (USA adhérent CUP).

Toutefois US-Z divulgue une électrode conductrice, par exemple en plastique conducteur. US-Z ne divulgue pas l'objet spécifique d'électrode conductrice en métal. Donc la priorité n'est pas valable pour cet objet.

La date effective de CU-Em dans EP-Z est donc la date de dépôt de EP-Z, le 14/01/2019. Toutefois l'OEB a considéré la date de priorité comme date effective dans sa recherche.

Le RRE de EP-Z ne cite que EP-Y, déposée en 11/2016 et publiée en 05/2018. En considérant la priorité valable (elle ne l'est pas), EP-Y est un EdT 54(3) opposable à la nouveauté uniquement.

EP-Y décrit et revendique CU-Em(argent). L'argent est un métal spécifique, donc EP-Y détruit la nouveauté de CU-Em dans EP-Z.

EP-Z a été délivré avec un disclaimer non divulgué ce qui est admissible pour un EdT 54(3) (G1/03). Toutefois, en principe ce disclaimer n'est pas admissible car la priorité non valide fait que EP-Y est 54(2), ce qui exclut la possibilité de faire un disclaimer non divulgué dans ce cas (divulgarion non fortuite).

En outre, le manuel de 2017 ne décrit que des électrodes en matériau conducteur, par exemple en plastique. Donc Cu-Em est nouveau car le spécifique métal n'est pas divulgué.

Cu-Em est aussi nouveau par rapport à l'article de 2016 car les électrodes sont différentes de bandelettes.

En l'état, EP-Z offre une protection à Z pour CU-Em sans l'argent.

#### Objet CU-Em-sound

- Seule EP-WA décrit et revendique CU-Em-Sound.

EP-WA a été déposée le 08/09/2020 par Whiter (W) sans revendiquer de priorité, la date effective est donc le 08/09/2020. Le formulaire OEB 1001 a été utilisé, et la taxe d'examen et de désignation payée. l'objet a fait l'objet d'une recherche. Donc tout est en ordre pour EP-WA dont l'examen peut être poursuivi.

Le RRE cite un document, le manuel de 2017, comme art antérieur "A".

Ce document divulgue un indicateur visuel avec des électrodes de tout type, notamment plastique, mais pas métalliques. Il n'y a pas de moyen d'avertissement acoustique. Donc CU-Em-Sound dans EP-WA est nouveau / manuel 2017.

En outre il est inventif car permet d'éviter d'avoir à retirer la couche pour voir si de l'urine est présente, contrairement à un indicateur visuel.

Les autres documents (Ep-Y, US-Z, EP-Z), ne divulguent pas d'indicateur visuel, au moins pour cette raison l'objet est inventif. l'article de 2016 ne divulgue pas d'électrodes, et possède le même inconvénient de devoir retirer la couche.

Donc l'objet CU-Em-Sound dans EP-WA est brevetable.

#### Objet CU-EG

- EP-WB décrit et revendique CU-EG.

EP-WB a été déposée le 08/09/2020 par W sans revendiquer de priorité, la date effective est donc le 08/09/2020. Elle a fait l'objet d'une intention de délivrance pour CU-EG, à laquelle W a répondu le 28/02/2023. Le formulaire OEB 1001 a été utilisé, et l'objet CU-EG a fait l'objet d'une recherche. Donc tout est en ordre pour EP-WA qui pourra être délivrée.

En outre la taxe annuelle pour la 3e année a été payée en aout 2022 (due en fin septembre 2022, donc ok), le brevet va pouvoir être délivré.

Le manuel de 2017 (A54(2)) décrit CU-E avec des électrodes en plastique conducteur, mais pas de type G ni pour mesurer le glucose.

US-Z (A54(2)) décrit CU-E avec des électrodes en plastique conducteur, mais pas de type G ni pour mesurer le glucose.

Des électrodes de type G sont connues dans le domaine agro-alimentaire (A54(2)).

Donc CU-EG est nouveau dans EP-WB.

Comme ce type d'électrode n'est connu que d'un domaine éloigné, et permet de surveiller l'état de santé d'un nouveau né plus efficacement, cet objet est également inventif.

Donc CU-EG dans EP-WB sera valablement délivré.

#### Objet CU-EP

- EP-WB décrit et revendique CU-EP.

EP-WB a été déposée le 08/09/2020 par W. L'objet CU-EP a été abandonné car l'OEB a considéré une absence d'unité d'invention de EP-WB. Cet objet n'a fait l'objet d'aucune recherche et ne pas être délivré dans EP-WB.

- EP-WDIV décrit et revendique CU-EP.

EP-WDIV est une demande divisionnaire déposée le 06/03/2023 par W. Aucune taxe n'a encore été payée (de dépôt et de recherche, taxe annuelle pour la 3e année) toutefois il est encore possible de le faire.

Toutefois la demande EP-WDIV s'étend aujourd'hui au delà de la demande antérieure telle que déposée dont elle est issue (EP-WA), car elle revendique CU-EP tandis que EP-WA décrit CU-Em-Sound uniquement. En l'état, EP-WDIV n'est pas traitée comme une demande divisionnaire.

En supposant une demande antérieure correctement désignée (EP-WB), la date effective serait la date de dépôt de EP-WB soit le 08/09/2020.

A cette date :

Le manuel de 2017 (A54(2)) décrit CU-E avec des électrodes en plastique conducteur, mais pas de type P ni pour mesurer le pH.

US-Z (A54(2)) décrit CU-E avec des électrodes en plastique conducteur, mais pas de type P ni pour mesurer le pH.

Des électrodes de type P sont connues dans le domaine agro-alimentaire (A54(2)).

A noter que l'article de 2016 décrit un papier qui change de couleur, éventuellement en raison du pH, mais ce n'est pas une électrode.

Donc CU-EP est nouveau dans EP-WDIV.

Comme ce type d'électrode n'est connu que d'un domaine éloigné, et permet de surveiller l'état de santé d'un nouveau né plus efficacement, cet objet est également inventif.

Cette analyse vaut aussi pour EP-WB mais cet objet ne peut pas être protégé par ce biais (voir avant)

Donc l'objet CU-EP est brevetable à la date du 08/09/2020, mais aujourd'hui aucune demande en instance ne couvre cet objet.

#### Objet CU-Em-transmit

- EP-WC est la seule demande qui décrit et revendique CU-Em-transmit.

EP-WC a été déposée le 06/05/2022 par W et ne revendique aucune priorité. La date effective est donc le 06/05/2022.

Un RRE a été émis, qui ne cite aucun document pertinent.

La demande EP-WA a été déposée le 08/09/2020, et donc publiée en mars 2022, soit avant le dépôt de EP-WC. C'est un EdT 54(2).

EP-WA divulgue CU-Em-Sound (avertisseur acoustique), donc CU-Em-transmit (avertisseur spécifique : babyphone) est nouveau / EP-WA.

Mais l'effet de CU-EM-Transmit est d'avertir une personne s'occupant du bébé quand il y a de l'urine en améliorant le sommeil du bébé. Or CU-Em-Sound permet d'avertir une personne s'occupant du bébé en faisant sonner directement la couche, ce qui détériore le sommeil du bébé. Donc cet objet est inventif.

Par ailleurs, le manuel de 2017 divulgue un indicateur visuel avec des électrodes de tout type, notamment plastique, mais pas métalliques. Il n'y a pas de moyen d'avertissement acoustique sous forme d'un émetteur interagissant avec un babyphone. Donc CU-Em-Transmit dans EP-WC est nouveau / manuel.

En outre il est inventif car permet d'éviter d'avoir à retirer la couche pour voir si de l'urine est présente, contrairement à un indicateur visuel.

Les autres documents (Ep-Y, US-Z, EP-Z), ne divulguent pas d'indicateur visuel, au moins pour cette raison l'objet est inventif. l'article de 2016 ne divulgue pas d'électrodes, et possède le même inconvénient de devoir retirer la couche.

Donc CU-Em-transmit dans EP-WC est brevetable.

#### Objet C-X (absorbant comprenant X)

- EP-WC est la seule demande décrivant C-X, mais ne le revendique pas.

EP-WC a été déposée le 06/05/2022 par W et ne revendique aucune priorité. La date effective est donc le 06/05/2022. Toutefois C-X n'a pas été recherché, et ne pas être délivré dans EP-WC.

Toutefois, à la date effective :

Le seul art antérieur pertinent est le fait que la substance X est connue depuis des décennies comme absorbant, mais qu'elle n'a jamais été utilisée dans des couches.

Donc C-X est nouveau.

De plus, C-X est est étonnamment efficace pour neutraliser l'odeur de l'urine.

Donc C-X est inventif.

C-X est donc brevetable à la date du 06/05/2022, mais n'est toutefois couvert par aucune demande aujourd'hui.

2) a) oui, car aucun titre ne protège même provisoirement C-X aujourd'hui.

b)

- CU-E(Au)-sound : cet objet nécessite de pouvoir exploiter CU-Em (objet générique). Or EP-Z de Zuma a été délivré pour CU-Em-sauf argent. Une CU-E(Au) comprend de l'or et pas de l'argent, donc entre dans la portée de EP-Z.

Donc nous ne sommes pas libres d'exploiter cet objet aujourd'hui.

- CU-E(Au)-transmit : idem, cet objet nécessite de pouvoir exploiter CU-Em (objet générique). Or EP-Z de Zuma a été délivré pour CU-Em-sauf argent. Une CU-E(Au) comprend de l'or et pas de l'argent, donc entre dans la portée de EP-Z.

Donc nous ne sommes pas libres d'exploiter cet objet aujourd'hui.

- CU-EG : ni EP-Z ni EP-Y ne couvrent des électrodes en plastique conducteur (objet générique). Donc ces titres ne sont pas susceptibles d'entraver notre liberté d'exploitation (de plus EP-Y retirée). US-Z divulgue des électrodes en plastique conducteur mais est abandonné aujourd'hui. Il n'est pas possible pour Z de puiser dans US-Z de quelque manière que ce soit pour protéger encore des électrodes en plastique conducteur, de quel que manière que ce soit.

Donc nous sommes libres d'exploiter CU-EG.

- CU-EP : idem, ni EP-Z ni EP-Y ne couvrent des électrodes en plastique conducteur (objet générique). Donc ces titres ne sont pas susceptibles d'entraver notre liberté d'exploitation (de plus EP-Y retirée). US-Z divulgue des électrodes en plastique conducteur mais est abandonné aujourd'hui. Il n'est pas possible pour Z de puiser dans US-Z de quelque manière que ce soit pour protéger encore des électrodes en plastique conducteur, de quel que manière que ce soit.

Donc nous sommes libres d'exploiter CU-EP.

### 3) Améliorations :

- Pour exploiter librement CU-E(Au)-transmit (aussi -sound, mais nous allons remplacer la production de -sound par -transmit donc c'est + important) nous devons agir contre EP-Z.

EP-Z a été délivré le 07/08/2022 donc nous sommes dans le délai d'opposition qui court jusque 07/05/2023, sam, prorogé au 09/05/2023.

Il faut dans ce délai payer la taxe d'opposition et déposer un mémoire d'opposition. Il sera fondé sur le motif d'absence de nouveauté (A100a) en apportant la preuve que la priorité n'est pas valable car US-Z ne décrit que des électrodes en plastique conducteur, mais pas en métal conducteur (condition de même invention non remplie). Ep-Y sera alors un EdT 54(2) et destructeur de nouveauté car le disclaimer sera inadmissible (argent est un métal spécifique). Z ne pourra que modifier la revendication en la faisant porter sur cuivre ou platine qui sont divulguées dans la EP-Z et non antérieures par EP-Y.

Toutefois nous ne serions plus dans la portée d'un brevet maintenu sous forme modifiée pour CU-E(Cu,Pt) car l'or n'est ni du cuivre ni du platine.

EP-Z ne sera plus gênant pour CU-E(Au)-transmit et -sound que nous souhaitons exploiter en Europe notamment.

Il est également possible que la DO considère que choisir le cuivre et le platine est dépourvu d'activité inventive, car le manuel de 2017 enseigne que tout matériau conducteur peut être choisi, et que EP-Z ne décrit aucun effet technique associé à ces métaux. Dans ce cas, le brevet serait révoqué (nous pouvons invoquer le motif d'activité inventive à titre subsidiaire sur la base de cette combinaison), ce qui est encore plus favorable pour nous.

L'effet de la limitation/révocation étant rétroactif, il n'est pas gênant que nous produisions CU-E(Au)-sound depuis un an.

- Nous devons aussi empêcher Zuma de lancer C-X aux USA. Pour cela, nous allons déposer une nouvelle demande PCT-WC en revendiquant C-X, sous priorité de EP-WC. Comme cet objet est décrit dans EP-WC pour la première fois par nous-mêmes, et que nous sommes dans le délai de 12m (06/05/2022 + 12m = 06/05/2023), nous pouvons le faire en gardant le bénéfice de la date de EP-WC ce qui est important pour ne pas s'auto antérioriser.

Il sera possible de faire entrer PCT-WC de manière anticipée en phase US et de publier toute traduction nécessaire pour faire courir la protection provisoire aux USA et empêcher Zuma de se lancer aux USA avec C-X.

Nous entrerons également en phase EP et CN pour protéger ces territoires où nous sommes actifs, en Europe nous validerons au moins en Suède en déposant les traductions nécessaires et en payant les taxes.

- Pour obtenir une protection pour CU-EP, qui est brevetable, il faut régulariser EP-WDIV qui indique la mauvaise demande antérieure dans la formulaire OEB 1001. Lorsque le numéro est manquant, il est possible de régulariser dans un délai de 2m à compter d'une notification de l'OEB signalant cette irrégularité.

Mais comme la requête en délivrance indique bien une demande antérieure (mais pas la bonne), il est peu probable que l'OEB émette une telle notification, et considère plutôt qu'il faut régulariser EP-WDIV de sorte qu'elle ne s'étende pas au delà de EP-WA telle que déposée. Or ceci ne permettra pas de couvrir CU-EP.

Par prudence, il vaut mieux déposer une nouvelle demande divisionnaire EP-WDIV2 de EP-WB cette fois (possible car encore en instance, on vient de répondre à la R71(3), à faire au plus vite au plus tard la veille de la délivrance), en revendiquant CU-EP. EP-WDIV peut être abandonnée, nous n'avons payé aucune taxe (il ne faut donc pas le faire) c'est donc sans préjudice économique.

Nous allons ainsi pouvoir couvrir CU-EP en Europe, et notamment en Suède en déposant les traductions nécessaires et en payant les taxes.

- Comme nous avons vu, nous allons obtenir valablement un brevet pour CU-EG via EP-WB. Nous allons valider ce brevet partout où c'est nécessaire et notamment en Suède en déposant les traductions nécessaires et en payant les taxes.

- Idem pour CU-Em-Sound, qui est brevetable et couvrira notre exploitation de Cu-Em(Au)-sound.

- Pour CU-Em-transmit, nous allons pouvoir poursuivre EP-WC, et déposer une demande PCT-WC2 pour couvrir CU-Em-transmit à l'international. Ici aussi, nous allons entrer de manière anticipée en phase EP, CN et US et obtenir la protection provisoire avec des traductions.

Cet objet couvre CU-Em(Au)-transmit que nous allons exploiter.

Il est aussi possible de déposer une seule demande PCT pour les objets issus de EP-WC, de payer une taxe additionnelle de recherche pour l'ISR si nous souhaitons, et de diviser la demande en phase nationale par la suite.

En résumé nous allons pouvoir récupérer des droits sur tous les objets au moins en Europe, et à l'international pour CU-EM-transmit et C-X qui sont deux des objets les plus importants (notre exploitation, et l'exploitation de Zuma).

Nous pouvons également encore valider tous les brevets EP à venir en Suède qui est lieu de notre siège (seul EP-WB va être délivré prochainement, et nous pouvons le valider en Suède)

Zuma n'aura plus de droit (a minima, plus de droits gênant pour nous) en Europe suite à l'opposition à EP-Z.

Zuma n'avait pas d'autres titres, nous serons ainsi en position de force pour concéder une licence d'exploitation à Zuma (notamment aux USA via PCT-WC qui sera déposée) à des conditions avantageuses.